Dossier complet

DEMANDE DE FINANCEMENT DE PROJET DANS LE DOMAINE DE LA CONSOLIDATION DE LA SOCIETE

NOM DU PROJET : : RENFORCER LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EN SOUTENANT LE « RÉSEAU ANTICORRUPTION » DE LUBUMBASHI

MONTANT DEMANDÉ : 900.000 euros
DURÉE : 36 mois
DATE D'INTRODUCTION : Le 29/03/2018

1. Organisation

- Nom complet : **RCN Justice & Démocratie**
- Abréviation : RCN J&D
- Statut juridique : asbl
- Adresse officielle : Boulevard Adolphe Max 13-17, 1000 Bruxelles, Belgique
- Adresse pour la correspondance : RCN J&D, avenue Tombalbaye n°1286, C/ Gombe, Kinshasa, RDC
- Représentant : Emilie Venner, chef de mission RDC
- Site Internet : http://www.rcn-ong.be
- Personne de contact : Anne-Sophie Oger (Bruxelles) et Emilie Venner (Kinshasa)
- Téléphone : Bruxelles : +32(0)2 347 0270
- GSM : RDC : +243 (0)998 639 614
- Email : anne-sophie.oger@rcn-ong.be ; emilie.venner@rcn-rdc.org

2. Données bancaires

- Nom de la banque : CBC
  Adresse de la banque : Boulevard du Souverain 36 Bte 10, 1170 Bruxelles
- Numéro de compte / IBAN (UE) : BE59 7320 3872 9626
- Titulaire : RCN Justice & Démocratie
- BIC / SWIFT : CREGBEBB
- Référence à indiquer lors des paiements : « Tranche paiement Ambabel RDC n° »

3. Motivation basée sur le contexte (Pertinence)

Alors qu'elle devrait être garante de la protection des droits et des libertés de chacun, l'institution judiciaire, en République Démocratique du Congo, souffre de multiples carences. Les pratiques de corruption[1] constatées dans le secteur[2] minent en effet les efforts traditionnels fournis et ont un coût pour la société : elles ne font que renforcer le

[1]Dans le contexte du projet, la notion de corruption retenue est celle « d'abus d'un pouvoir reçu en délégation à des fins d'enrichissement personnel » (Transparency International)

[2] Sur le contexte de la corruption dans le secteur judiciaire de Lubumbashi, voir: Rubbers, Benjamin et Gallez, Emilie, 2015, 'Beyond corruption. The everyday life of a justice of the peace court in the Democratic Republic of Congo', in J.-P. Olivier de Sardan and T. De Herdt (eds.), Real governance and practical norms in Sub-Saharan Africa. The games of the rule, Londres, Routledge, 245-262 (disponible sur https://www.researchgate.net/publication/277611252_Beyond_corruption_The_everyday_life_of_a_justice_of_the_peace_court_in_the_Democratic_Republic_of_Congo)

sentiment, auprès de la population, que la justice reste monnayable et ne saurait être la même pour tous. En matière pénale, cela conduit souvent, pour les plus faibles mais aussi pour ceux qui dénoncent ces pratiques, à des arrestations et détentions abusives ; et pour d'autres, plus puissants, à une véritable culture d'impunité.

De 2015 à 2017, RCN J&D[3] a pu développer sur Lubumbashi une **approche innovante** nommée **« Kuleta Haki – Rendre Justice »** en valorisant les personnes qui, au quotidien, ont déjà su poser des actes de résistance face à la corruption (approche bottom-up), pour le respect des droits des personnes en contact avec la justice et la police.

En permettant aux journalistes, membres de la société civile d'avoir un regard plus aiguisé sur les pratiques judiciaires en matière pénale à Lubumbashi et de soutenir les acteurs intègres en valorisant leur travail, RCN J&D a pu lancer une dynamique valorisant les comportements exemplaires. L'hypothèse du « strength in numbers » comme catalyseur des résistances à la corruption a ainsi été explorée.

Alors que la phase pilote de ce projet vient de s'achever, des changements clairs induits par le programme ont déjà été constatés et le réseau perdure, malgré l'arrêt des appuis.

Une évaluation externe a été réalisée[4]. Elle met notamment en exergue le potentiel de ce fonctionnement en réseau :

> *« Cette appropriation de l'identité du projet au-delà des cercles de ses membres offre **un potentiel pour la diffusion des valeurs et pratiques anti-corruption au sein du système judiciaire mais aussi un levier pour rappeler aux autorités leur responsabilité.** » page 7/57.*

S'il nécessite encore de **gros renforts en structuration et en conception d'une stratégie appropriée pour protéger ses membres**, le réseau a su les aider à adapter des stratégies de résistance en fonction de leur contexte. Croyant à ce **principe d'exposition** (diffusion des valeurs par l'identification entre pairs) comme vecteur puissant de résistance, RCN J&D souhaite capitaliser sur cette expérience, tout en réorientant l'action afin d'**étendre l'impact de ce projet pilote.**

L'appel à projets concentre l'action **sur le rôle de la société civile en ce qu'elle permet de mieux sensibiliser, informer mais également outiller les citoyens à devenir « regardant » envers les institutions et ainsi combattre les pratiques de corruption.** L'action proposée s'inscrit pleinement dans l'optique de l'appel, considérant spécifiquement **la société civile déjà membre du réseau** (journalistes, professeurs, membres d'OSC) comme étant un **véritable garde-fou, contre-pouvoir constructif** dans sa relation face aux institutions judiciaires de Lubumbashi. Le projet prévoit de travailler également avec les acteurs de la chaine pénale intègres et membres du réseau, pour améliorer le respect des droits des personnes gardées à vue et ayant un contact avec la police et la justice. Ainsi le rapport de force créera une **émulation positive** pour ces pionniers de la lutte anti-corruption et enrichira les stratégies de résistance et de lutte au quotidien.

Cela aidera également les justiciables à mieux comprendre ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas attendre de l'institution judiciaire et d'assainir des relations parfois troubles et peu sécurisantes. La société civile pourra renforcer la dynamique de lutte contre la corruption en vulgarisant, expliquant l'importance de ces changements de comportement pour une société apaisée.

Ainsi, ce projet ne vise pas à renforcer les institutions étatiques, ni à travailler pour elles, mais bien à travailler avec les acteurs concernés pour améliorer les droits des justiciables.

[3] Avec l'appui, jusqu'en septembre 2017 de CDA – Collaborative learning project et de ILN Bureau International Narcotics and Law enforcement affairs

[4] "Revue transitionnelle de Kuleta Haki », CDA, TI, décembre 2017, Aude Le Goff, Liliane Bitong & Hélène Morvan.

4. **Objectifs** (Efficacité)

Objectif général : ***Grâce à l'action vigilante et collective de membres du « réseau anticorruption » de Lubumbashi, la résistance à la corruption augmente dans le domaine de la justice pénale et permet un respect des droits des justiciables congolais.***

Objectif spécifique : ***Les justiciables de Lubumbashi confrontés à la justice pénale demandent, avec le soutien de la société civile, plus de comptes aux acteurs de la chaîne pénale.***

En renforçant le réseau sur sa structuration, son organisation, sa capacité d'analyse des phénomènes de corruption, mais également en formant ses membres aux mesures de protection des défenseurs des droits humains et de négociation, gestion pacifique des différends, une redynamisation durable pour de meilleures pratiques est recherchée (résultat 1).

La présence de la société civile (résultat 3), des journalistes (résultat 4) au cœur du réseau sera renforcé, créant ainsi un équilibre sain qui permettra d'aborder une dimension importante de la problématique : la conscientisation de la population. Bénéficiant alors d'informations objectives sur ce qu'ils peuvent et ne peuvent pas attendre, les justiciables seront plus à même de réclamer leurs droits et d'exiger un digne d'un véritable service public (résultat 2).

Pour permettre de dépasser le cadre géographique et de renforcer également les actions menées à Kinshasa et au Kasaï par RCN J&D et ses partenaires de la société civile congolaise, des échanges entre ce réseau « novateur », la société civile et acteurs de la chaîne pénale de ces zones permettraient d'inspirer de nouvelles personnes intègres (résultat 5) et de valoriser les recherches-actions, capitalisation pour alimenter le débat (résultat 6).

Ces actions permettent aux justiciables de bénéficier d'un meilleur climat où les influences liées aux phénomènes de la corruption peuvent diminuer.

L'intervention proposée contribue :

- aux objectifs de développement durable en son objectif 16 : *Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous*
- aux cibles stratégiques communes : cible 7 : *Renforcer la gouvernance à tous les niveaux politiques et améliorer le respect des droits humains et soutenir la mise en œuvre de la parité* ; Approches 7A, 7D, 7E et 7H.

Les groupes cibles sont identifiés comme suit :

- le réseau existant de Lubumbashi – 80 membres auquel il convient d'ajouter une vingtaine de nouveaux adhérents (extension réseau de Lubumbashi vers Kasaï et Kinshasa) ;
- les journalistes (25) ;
- les membres des OSC, professeurs, étudiants partenaires (100) ;

Les bénéficiaires de l'intervention sont :

- les gardés à vue et détenus préventifs (environ 1 000) ;
- les membres de familles des justiciables à risque (environ 4 000) ;
- les justiciables de Lubumbashi (10 000) ;

⇨ *Environ 15 000 personnes seront ainsi touchées par le projet.*

5. Activités et stratégies : Théorie du changement, stratégies et activités

Si le réseau des résistants à la corruption de Lubumbashi est davantage renforcé tant en structuration, qu'au niveau des mécanismes de protection, capacité de lobby, de négociation, ils seront à même, grâce à leur cohésion et organisation de lutter plus efficacement et dans la durée. Cette lutte sera également favorisée par le travail effectué sur les mentalités au niveau de la population notamment par la société civile et par les journalistes pour que les phénomènes

de corruption active se réduisent et soient moins considérés comme tolérables par la population. Ainsi la population ayant affaire avec la police et la justice verra ses droits mieux respectés et pourra demander des comptes et un standard qualité digne d'un véritable service public – qui n'est autre qu'un service « au » public.

Les d'activités prévues pour générer ces changements sont, à titre indicatif, définies comme suit :

Résultat 1 : Le réseau est renforcé au niveau organisationnel et technique pour plus de durabilité dans sa lutte contre la corruption

- Assistance à la structuration, à la planification et à la préparation d'activités
- Formation sous la thématique « protection des défenseurs des droits humains », stratégie de protection
- Formation en négociation, résolution non violente de conflits
- Mise à jour et publication d'outils de résistance du quotidien
- Ateliers mixtes entre acteurs de la chaîne pénale pour ancrer les bonnes pratiques
- Ateliers de soutien à la résistance et d'évaluation des progrès
- Théâtre participatif membres du réseau

Résultat 2 : Les justiciables de la justice pénale de Lubumbashi réduisent les phénomènes de corruption active

- Clubs d'écoute
- Publication et diffusion d'outils auprès de publics cibles (tarifs judiciaires, effets sociaux de la corruption…)
- Intervention auprès des avocats pour ne pas inciter leurs clients à payer la corruption
- Information juridique de la population

Résultat 3 : Les membres de la société civile associés au réseau permettent une veille citoyenne sur le phénomène et pratiques de corruption dans la justice pénale

- Formations sur la corruption, les stratégies de résistance et l'autoprotection
- Formation en négociation et gestion pacifique des différends, en lobby
- Plaidoyer sur les méfaits au niveau de la société de la corruption
- Monitoring des procès par la société civile
- Actions pour plus de redevabilité des services publics

Résultat 4 : Les journalistes associés au réseau s'engagent à médiatiser les actes de résistance et informer la population sur ce qu'ils peuvent/et ne peuvent pas attendre de la justice pénale

- Productions journalistiques (radio, papier…) en lien avec le monitoring, les permanences…
- Communiqués de presse
- Formations sur la corruption, mécanismes d'autoprotection (sources et personnes)
- Remise d'un prix annuel (en lien avec les pairs, les acteurs SC et la population cible)

Résultat 5 : Des échanges au-delà du projet pilote permettent de susciter de nouvelles vocations dans d'autres endroits du pays.

- Ateliers d'échanges entre acteurs de Lubumbashi, Kinshasa, Tshikapa
- Coaching entre pairs avec partage d'outils ; échanges sur les stratégies de résistance

Résultat 6 : Des recherches actions alimentent, au niveau national, la réflexion autour de la lutte contre la corruption dans les services publics

- Recherches-actions et valorisation / diffusion
- Capitalisation des bonnes pratiques dans une stratégie de durabilité

Calendrier triennal de mise en œuvre :

	ANNEE 1				ANNEE 2				ANNEE 3			
Trimestres	**T1**	**T2**	**T3**	**T4**	**T1**	**T2**	**T3**	**T4**	**T1**	**T2**	**T3**	**T4**
R1. Le réseau est renforcé au niveau organisationnel et technique pour plus de durabilité dans sa lutte contre la corruption												
Renforcement capacités du Réseau	*PREP*			*PREP*				*PREP*				
		EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE
Renforcement anticorruption		*PREP*										
			EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	
Redevabilité interne			*PREP*		*PREP*				*PREP*			
				EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE
R2. Les justiciables de la justice pénale de Lubumbashi réduisent les phénomènes de corruption active												
Information anticorruption population			*PREP*					*PREP*				
				EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	
Actions publiques					*PREP*			*PREP*		*PREP*		
						EXE			EXE		EXE	EXE
R3. Les membres de la société civile associés au réseau permettent une veille citoyenne sur le phénomène et pratiques de corruption dans la justice pénale												
Renforcement anticorruption		*PREP*					*PREP*					
			EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	
Actions externes			*PREP*									
				EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE
R4. Les journalistes associés au réseau s'engagent à médiatiser les actes de résistance et informer la population sur ce qu'ils peuvent/et ne peuvent pas attendre de la justice pénale												
Renforcement anticorruption			*PREP*									
				EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	
Publications, couverture externe				*PREP*								
					EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE
R5. Des échanges au-delà du projet pilote permettent de susciter de nouvelles vocations dans d'autres endroits du pays..												
Renforcement anticorruption (kin et Kasaï)			*PREP*				*PREP*					
				EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	
Extension réseau					*PREP*							
						EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE
R6 : Des recherches actions alimentent, au niveau national, la réflexion autour de la lutte contre la corruption dans les services publics												
Recherche-action		*PREP*	*PREP*									
				EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE
Valorisation vers plateforme sectorielle						*PREP*						
							EXE	EXE	EXE	EXE	EXE	EXE

- *PREP* : phase préparatoire / d'actualisation ou de retour d'expérience pour amélioration
- EXE : phase de mise en œuvre / en fin de projet y inclus exit strategy progressive

Comme indiqué précédemment, le présent projet trouve ses sources dans le pilote réalisé de 2015 à 2017 par RCN J&D et Collaborative Learning project (CDA) avec le soutien du Bureau International Narcotics and Law enforcement affairs, ILN - USA.

Il complètera utilement l'actuel programme DGD 2017-2021 (baptisé par les partenaires « CONJUGUE » – CONGO JUSTICE GOUVERNANCE & EQUITE**) mis en œuvre par RCN J&D en RDC**. Ce dernier aborde dans son objectif spécifique 1 la thématique de la veille citoyenne autour de la chaine pénale à Kinshasa et au Kasaï. Le renforcement du réseau de Lubumbashi et de la thématique de lutte contre la corruption permettra par son rayonnement aux autres groupements d'acteurs de s'inspirer et d'aborder les questions de corruption de manière plus ouverte. **Il n'y a pas à ce jour d'autres financements demandés et obtenus par RCN J&D pour le même projet et pour des projets semblables dans le même pays.**

6. **<u>Partenaires</u>** (Synergie et complémentarité)

Les partenaires associés à ce projet sont les suivants :

- **Union Congolaise des Femmes des Médias (UCOFEM)**

UCOFEM est déjà un partenaire clef dans le projet CONJUGUE (DGD 2017-2021). Créée en 1997 par des femmes journalistes sujettes à des traitements discriminatoires au sein de leurs médias respectifs, UCOFEM travaille pour l'élimination de toutes formes de discriminations à l'égard de la femme par : (1) le renforcement des capacités des femmes de médias sur des aspects techniques sur le genre, (2) la sensibilisation sur le genre des acteurs des médias et de la population ; (3) la production et la publication des différents supports écrits, audiovisuels et en ligne. Dans le projet, UCOFEM travaillera principalement à l'atteinte des résultats 2, 3 et 4.

- **Action contre l'impunité pour les droits humains (ACIDH) et Action large des femmes avocates (ALFA)**

Ces deux OSC locales de défense des droits de l'homme ont été impliquées dès 2015 dans le projet pilote Kuleta Haki et certains de leurs membres qui font partie du réseau. L'idée, dans ce projet est de les impliquer davantage en tant qu'organisation de la société civile, notamment sur les résultats 2, 3 du projet. Le lien avec le travail du projet "Advancing Human Rights and Electoral Justice" de USAID mis en œuvre par le Centre Carter en sera renforcé ; ACIDH étant membre de leur réseau de protection des défenseurs des droits humains GRUWA- Groupe Ukingo wa Watetezi.

- **Ecole de criminologie de Lubumbashi**

RCN J&D a déjà travaillé avec l'école de criminologie dans le projet Kuleta Haki et pour d'autres travaux de recherche. L'école sera impliquée dans les résultats 1, 2 et 5 du projet

- **Arts en Action**

Cette association congolaise promeut l'art comme support au changement de comportement. RCN J&D a déjà travaillé avec Arts en Action dans la phase pilote. Grâce à leur technique innovante du théâtre participatif, ils favorisent la création de groupes d'intérêts, connectivité pour le réseau. Ce partenaire interviendra principalement dans le résultat 1**.**

Des synergies et complémentarités seront spécifiquement recherchées avec :

ABA ROLI :
Intervenant à Lubumbashi, des synergies seront envisagées si possible notamment sur le processus de monitoring projet.

Le Centre Carter :
Il s'agit d'une nouvelle collaboration, en lien avec la protection des défenseurs des droits humains. Selon la Déclaration des Nations Unies de 1999, les fonctionnaires qui dénoncent la corruption, une fois menacés, sont assimilés aux Défenseurs des Droits de l'Homme. **Il s'agira donc de faire bénéficier autant que possible les acteurs du projet des actions mises en place par le projet "Advancing Human Rights and Electoral Justice"** (cf plan de mitigation des risques).

7. Impact et durabilité

L'atteinte d'une masse critique dans le réseau permet de « faire pencher » la balance en faveur de la lutte contre la corruption. Le phénomène de groupe utilisé comme catalyseur positif sur un domaine si sensible a montré tout son potentiel. Il revêt un caractère de durabilité notable. Le réseau est toujours présent malgré l'arrêt des appuis.

Le peu de moyens nécessaires à l'activation du réseau est un autre élément de pérennité. Si des solidarités entre zones d'intervention s'implantent l'on pourra alors décupler le potentiel de durabilité du projet en favorisant la théorie positive de l'exposition avec des « ambassadeurs du réseau ».

Le renforcement organisationnel et technique du réseau pourra également l'aider à trouver les voies et moyens de continuer à agir. En développant un plan stratégique budgétisé, il pourra avoir une vision claire des axes à poursuivre après l'intervention.
Le fait de l'existence d'un noyau renforcé de journalistes spécialisés en matière de lutte contre la corruption permettra, dans le futur, de maintenir l'intérêt et les débats, couvertures médiatiques sur ce thème.

8. Visibilité du donateur

Il sera analysé en démarrage du projet et en concertation avec le bailleur ainsi que les acteurs du terrain, si la visibilité est une stratégie à adopter ou pas sur chaque résultat attendu du projet. En effet, dans le domaine sensible qu'est la lutte contre la corruption, surtout en période pré-électorale, il est possible que la visibilité de certaines actions (et donc du bailleur) ne soit pas souhaitable à tout moment et pour tout type d'activité.

Si la visibilité est jugée utile par les acteurs et le bailleur, elle prendra la forme d'articles de presse, publications et figurera sur les banderoles lors des ateliers et formations, sera mentionnée lors de la remise de prix, par exemple.

9. Méthodes de suivi

Suivi et Evaluation :

Ce projet sera intégré dans le mécanisme de suivi-évaluation mis en place par RCN J&D sur son programme actuel (notamment en ce qui concerne les actions sur Kinshasa et au Kasaï) en incluant les IOV nouveaux (intégrant la désagrégation genre) ainsi que les changements et étapes à documenter (cf actualisation annuelle de la théorie du changement). Sur Lubumbashi, le plan opérationnel de suivi sera établi en concertation avec les partenaires et le réseau (IOV à suivre, étapes, outils de collecte, traitement et consolidation des données).

Il intégrera également le suivi des processus de renforcement du réseau, le suivi de l'analyse des risques et des acteurs, ainsi que le suivi des chemins de changement et des hypothèses clés sous-jacents au projet. Un accent, dans l'optique du principe du « Do no Harm » sera mis à la sécurisation du stockage des informations et des données collectées compte tenu de la sensibilité de la thématique.

Une évaluation à mi-parcours sera effectuée. Une évaluation finale externe sera conduite en fin de projet pour mesurer les effets produits par l'intervention selon les critères OCDE/CAD et dans l'esprit du processus de certification lancé par la DGD.

Cadre logique & tableau des risques

CADRE LOGIQUE	Baseline	Année 3	Sources de vérification
Objectif spécifique	**Les justiciables de Lubumbashi confrontés à la justice pénale demandent, avec le soutien de la société civile, plus de comptes aux acteurs de la chaîne pénale.**		
Hypothèse	*Le climat politique n'empêche pas la bonne mise en œuvre du projet. La situation sécuritaire rend possible le déroulement de l'intervention.*		
IOV 1 - Pourcentage de justiciables enquêtés re/connaissant les types de pratiques de corruption dans le milieu judiciaire	Méconnaissance des limites entre corruption, paiement des frais de justice (leur montant), l'interdit – le licite dans leurs démarches auprès des services judiciaires - Une enquête sera menée avant intervention pour fixer ce taux.	Augmentation de 50% du degré de compréhension par les justiciables des types de pratiques de corruption dans le milieu judiciaire	Data issue des enquêtes anonymisées – groupe cible sur Lubumbashi – désagrégation hommes-femmes
IOV 2 - Pourcentage de justiciables enquêtés affirmant ne pas avoir sollicité ou pratiqué la corruption dans leur dossier	Du projet pilote, constat que la méconnaissance de ce qui est licite/illicite en matière de paiement des frais de justice-corruption ne permet pas de bien déterminer s'ils pratiquent ou non de la corruption - Une enquête sera menée avant intervention pour fixer ce taux.	Augmentation de 50% du nombre de justiciables affirmant ne pas avoir sollicité ou pratiqué la corruption dans leur dossier	Data issue des enquêtes anonymisées - groupe cible sur Lubumbashi – désagrégation hommes-femmes
Résultat 1	**Le réseau est renforcé au niveau organisationnel et technique pour plus de durabilité dans sa lutte contre la corruption**		
Hypothèse	*Une relative stabilité des membres du réseau est permise (intérêt et engagement des membres maintenu)*		
IOV 1.1 - Degré d'atteinte des attributs d'un « réseau » tel que défini par les critères de Partnership Brokers Association[5]	Le réseau remplit actuellement 2 des 10 attributs clés[6] développés par Partnership Brokers Association[7] pour un partenariat efficace et par extension pour des relations collaboratives de qualité.	Le réseau remplit 7 des 10 attributs clés développés par PBA et peut être considéré comme un réseau efficace et autonome.	Documentation régulière des changements constatés sur le réseau (cf plan de renforcement du réseau) et évaluation mi-parcours et finale
IOV 1.2 - Nombre de cas d'influences négatives de la part de la hiérarchie judiciaire relatée par les membres du réseau par année	A l'heure actuelle, les supérieurs hiérarchiques des membres du réseau sont peu nombreux à soutenir les actions de résistance de ces derniers. Une enquête de base en début de projet permettra d'affiner le pourcentage de membres (policiers et acteurs judiciaires) qui se sentent soutenus par leurs supérieurs hiérarchiques.	Diminution de 50% du nombre de cas relatés d'influence négative de la hiérarchie sur les démarches anti-corruption	Témoignages récoltés dans le cadre des animations du réseau et de leur renforcement – anonymisation et désagrégation hommes-femmes

[5] Partnership Brokers Association est un organisme professionnel international conçu pour ceux qui gèrent et développent des processus de collaboration.
[6] 1: A clear understanding between the partners of the word 'partnership'. 2: Agreement to a shared vision and common purpose. 3: Account and allowance being made for individual partners' interests. 4: The co-creation of design, decisions and solutions. 5: Commitment to sharing risks as well as benefits. 6: Every partner contributes resources (whether tangible or intangible). 7: Partners share decision making and leadership responsibilities. 8: Partners commit to mutual/horizontal accountability. 9: Partners work together to develop a principled approach to their partnering endeavors. 10: Attention is paid to the partnering process as well as the partnership's projects.
[7] Partnership Brokers Association est un organisme professionnel international conçu pour ceux qui gèrent et développent des processus de collaboration.

Résultat 2	**Les justiciables de la justice pénale de Lubumbashi réduisent les phénomènes de corruption active**		
Hypothèse	*Les pressions externes et menacent sur les individus sont suffisamment mitigés pour rendre possible la mise en œuvre de l'intervention.*		
IOV 2.1 - Compréhension par les justiciables des conséquences des pratiques de corruption (au pénal) et au niveau sociétal	Méconnaissance des conséquences pénales des faits de corruption et des conséquences sociétales par la population (projet pilote). Une enquête sera menée avant intervention pour fixer ce taux.	Augmentation de 50% du nombre de justiciables affirmant ne pas avoir sollicité ou pratiqué la corruption dans leur dossier	Data issue des enquêtes anonymisées - groupe cible sur Lubumbashi – anonymisation et désagrégation hommes-femmes
IOV 2.2 - Nombre de témoignages récoltés des membres du réseau relatant des faits de contournement, de résistance active et de résistance passive à la corruption par année	Une nouvelle récolte de témoignages d'actes de résistance sera effectuée au démarrage de l'intervention illustrant la période entre le projet pilote et le démarrage du projet de renforcement – cela permettra de se figurer du maintien de la dynamique ou essoufflement et permettra d'évaluer le degré de remobilisation à réaliser	Augmentation de 50% des témoignages récoltés des membres du réseau relatant des faits de contournement, de résistance active et passive à la corruption.	Témoignages récoltés dans le cadre des animations du réseau et de leur renforcement – lors des partages d'expérience – anonymisation et désagrégation hommes-femmes
Résultat 3	**Les membres de la société civile associés au réseau permettent une veille citoyenne sur le phénomène et pratiques de corruption dans la justice pénale**		
Hypothèse	*L'espace de relative liberté d'expression de la société civile est maintenu ainsi que leur capacité d'action*		
IOV 3.1 - Compréhension par les membres de la société civile des différents concepts et effets de la corruption dans le domaine de la justice pénale (y inclus rôles des uns et des autres)	Une enquête/questionnaire sera menée avant intervention pour fixer ce taux.	Augmentation de 50% du degré de compréhension par les membres de la société civile des différents concepts et effets de la corruption dans le domaine de la justice pénale	Data issue des enquêtes anonymisées réalisées et désagrégation hommes-femmes
IOV 3.2 - Nombre d'actions publiques relatives à la lutte contre la corruption organisées sur Lubumbashi	Une nouvelle récolte de données sur les actions publiques anti-corruption réalisées sera effectuée au démarrage de l'intervention illustrant la période entre le projet pilote et le démarrage du projet de renforcement – cela permettra de se figurer du maintien de la dynamique ou essoufflement et permettra d'évaluer le degré de remobilisation à réaliser.	Intensification sur les 3 années du nombre d'actions publiques relatives à la lutte contre la corruption sur Lubumbashi (minimum 30% d'augmentation par année)	Constats terrain sur Lubumbashi et veille tout au long du projet pour mesurer la marge de progression ou régression
Résultat 4	**Les journalistes associés au réseau s'engagent à médiatiser les actes de résistance et informer la population sur ce qu'ils peuvent/et ne peuvent pas attendre de la justice pénale**		
Hypothèse	*Les pressions externes et menacent sur les individus sont suffisamment mitigés pour rendre possible la mise en œuvre de l'intervention.*		

IOV 4.1 - Compréhension par les journalistes formés des différents concepts et effets de la corruption dans le domaine de la justice pénale	Une enquête/questionnaire sera menée avant intervention pour fixer ce taux.	Augmentation de 50% du degré de compréhension par les journalistes formés des différents concepts et effets de la corruption dans le domaine de la justice pénale	Data issue des enquêtes anonymisées réalisées et désagrégation hommes-femmes
IOV 4.2 - Nombre de publications relatives à la lutte contre la corruption sur les phénomènes de corruption sur les zones d'intervention	Une nouvelle récolte de données sur les actions publiques anti-corruption réalisées sera effectuée au démarrage de l'intervention illustrant la période entre le projet pilote et le démarrage du projet de renforcement – cela permettra de se figurer du maintien de la dynamique ou essoufflement et permettra d'évaluer le degré de remobilisation à réaliser.	Intensification sur les 3 années du nombre d'actions publiques relatives à la lutte contre la corruption sur Lubumbashi (minimum 30% d'augmentation par année).	Constats terrain sur Lubumbashi et veille tout au long du projet pour mesurer la marge de progression ou régression
Résultat 5	**Des échanges au-delà du projet pilote permettent de susciter de nouvelles vocations dans d'autres endroits du pays..**		
Hypothèse	*Les membres du réseau sont disponibles pour effectuer de telles missions, déplacements sur Kinshasa et au Kasaï (et inversement) pour donner lieu à des échanges et synergies avec les autres acteurs*		
IOV 5.1 - Nombre d'échanges organisés par le réseau avec les acteurs de Kinshasa et au Kasaï	Aucun échange n'a eu lieu avant le début de l'intervention - la collecte de la base zéro s'effectuera avant intervention	Augmentation des interactions entre Lubumbashi et Kinshasa/Kasaï entre l'année 2 et l'année 3	Veille projet et collecte des données
IOV 5.2 - Nombre de membres / alliés nouveaux hors Lubumbashi par année (Kinshasa et Kasaï)	Aucun allié nouveau n'a à ce jour été répertorié – la collecte de la base zéro s'effectuera avant intervention	Des alliés sur Kinshasa et Lubumbashi sont identifiés à la fin de l'intervention	Veille projet et collecte des données
Résultat 6	**Des recherches actions alimentent, au niveau national, la réflexion autour de la lutte contre la corruption dans les services publics**		
Hypothèse	*Le plan d'actions prioritaires 2018-2022 de la politique nationale de la réforme de la justice est pris aux mots et l'accent sur la lutte contre la corruption est mis en avant, facilitant l'effet des recherches-actions (actualisation du projet de stratégie nationale de lutte contre la corruption et adoption)*		
IOV 6.1 - Publication d'une recherche sur ce phénomène et solutions proposées	Pas de publication – documentation lors du projet pilote mais actualisation et documentation à réaliser au cours du projet	Une publication est effectuée en fin d'année 2	Veille projet et collecte des données
IOV 6.2 - Alimentation au niveau sectoriel des résultats de l'intervention	Capitalisation et partage avec les PTFs sur les leçons apprises du projet et réalisations	La publication de l'année 2 est valorisée et partagée au niveau du groupe sectoriel référant à la PNRJ	Veille projet et collecte des données
Conditions préalables :	Les financements nécessaires sont acquis, l'équipe est recrutée à temps et installée sur Lubumbashi.		

Description	Impact sur	Risque	Evaluation du risque	Moyens de réduire le risque ou l'impact	Responsable	Délai
Risques politiques						
Risques de manipulation politique des acteurs du projet avec l'approche des élections locales et nationales	Tous les résultats	Risque opérationnel	Probabilité faible, impact élevé	• Neutralité politique dans les actions mises en œuvre / pas de collaboration avec des groupes politiquement marqués / Suivi rapproché du contexte politique de la zone d'intervention et des enjeux. / Information des autorités politiques au niveau local, provinciales et nationales du projet et des activités de mise en œuvre, / Analyse des acteurs et stratégies revue régulièrement (tous les semestres)	Chef d'antenne	Continu
Troubles / menaces sécuritaires (manifestations, révoltes, pillages) liés au processus électoral et/ou à des tensions communautaires, défiance communautés-représentation de l'autorité publique – mauvaise perception du réseau par les autorités	Tous les résultats	Risque opérationnel et sécuritaire	Probabilité élevée, Impact élevé	• Prévention en se tenant informés via des réseaux (ONGI, UN, membres du réseau) / Mise en veille des activités et limitation des déplacements si risqué trop élevé	Chef d'antenne	Minimum 15 jours
				• Existence d'un plan de sécurité préalable revu tous les ans.	Chef d'antenne	Dès le début
				• Mesures de protection mises en place pour les équipes et participants au projet • Système d'alerte entre membres du réseau pour informer en cas d'arrestation ou de harcèlement / Lien avec les DDH du projet mis en oeuvre par le Centre Carter à Lubumbashi	Chef d'antenne	Dès le début
Risques contextuels						
Départ des membres impliqués dans le réseau et *a fortiori* les plus actifs	Résultats 1,2 et 4	Risque opérationnel	Probabilité modérée, impact modéré	• Permettre à un large nombre de membres de détenir un rôle clé au sein du réseau, en les associant directement à la mise en œuvre. / Favoriser la gestion participative du projet avec les membres du réseau.	Chef d'antenne	Dès le début
Les "résistants" et les personnes exposées par les medias sont mises en danger	Résultats 3 et 4	Risque opérationnel et sécuritaire	Probabilité modérée, impact fort	• Actions de prévention: formation des OSC partenaires & journalistes sur la corruption et sur ce qu'il convient de diffuser ou pas au public; lien avec réseau des DDH (Centre Carter) / Anonymisation de certains cas si besoin	Chef d'antenne	Dès le début

10. **Budget détaillé axé sur les résultats** (Efficience)

		Budget	R1	R2	R3	R4	R5	R6
Coûts opérationnels		**755.613,50**	**268.309,50**	**236.922,47**	**52.550,69**	**44.663,70**	**92.195,66**	**60.971,48**
1.	Investissements	13.600,00	4.829,20	4.264,28	945,84	803,88	1.659,39	1.097,40
	1.1 Immobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	1.2 Mobilier	13.600,00	4.829,20	4.264,28	945,84	803,88	1.659,39	1.097,40
	1.2.1 Véhicules	*3.000,00*	*2.485,62*	*2.194,95*	*486,87*	*413,76*	*854,10*	*564,84*
	1.2.2 Meubles	*3.000,00*	*1.065,26*	*940,65*	*208,64*	*177,37*	*366,04*	*242,07*
	1.2.3 Equipements informatique et de télécommunication	*3.600,00*	*1.278,32*	*1.128,78*	*250,37*	*212,75*	*439,25*	*290,49*
2.	Fonctionnement	446.823,50	158.661,79	140.101,42	31.075,26	26.411,37	54.518,86	36.054,79
	2.1. Coûts des véhicules	27.200,00	9.658,40	8.528,55	1.891,68	1.607,77	3.318,79	2.194,80
	2.2. Coûts des bureaux (charges locatives, fournitures, maintenance, etc.)	69.020,00	24.508,19	21.641,21	4.800,14	4.079,72	8.421,43	5.569,32
	2.3. Coûts des activités (consultance, publication, logistique, etc.)	320.703,50	113.878,05	100.556,52	22.303,98	18.956,52	39.130,42	25.878,00
	2.3.1 Le réseau est renforcé au niveau organisationnel et technique pour plus de durabilité dans sa lutte contre la corruption	*113.878,05*	*113.878,05*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	2.3.1.1 Action de renforcement de capacités organisationnelles du réseau	*33.791,10*	*33.791,10*					
	2.3.1.2 Action de renforcement de capacités de résistance à la corruption des membres du réseau	*66.521,74*	*66.521,74*					
	2.3.1.3 Actions de redevabilité interne	*13.565,22*	*13.565,22*					
	2.3.2 Les justiciables de la justice pénale de Lubumbashi réduisent les phénomènes de corruption active	*100.556,52*	*0,00*	*100.556,52*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	2.3.2.1 Actions de renforcement de capacité de résistance d'acteurs externes au réseau	*72.463,57*		*72.463,57*				
	2.3.2.2 Information juridique	*28.086,96*		*28.086,96*				
	2.3.3 Les membres de la société civile associés au réseau permettent une veille citoyenne sur le phénomène et pratiques de corruption dans la justice pénale	*22.303,98*	*0,00*	*0,00*	*22.303,98*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	2.3.3.1 Actions de renforcement de capacité de résistance d'acteurs externes au réseau	*11.869,20*			*11.869,20*			
	2.3.3.2 Actions de redevabilité externe	*10.434,78*			*10.434,78*			
	2.3.4 Les journalistes associés au réseau s'engagent à médiatiser les actes de résistance et informer la population sur ce qu'ils peuventlet ne peuvent pas attendre de la justice pénale	*18.956,52*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*18.956,52*	*0,00*	*0,00*
	2.3.4.1 Actions de redevabilité externe	*18.956,52*				*18.956,52*		
	2.3.5 Des échanges au-delà du projet pilote permettent de susciter de nouvelles vocations dans d'autres endroits du pays	*39.130,42*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*39.130,42*	*0,00*
	2.3.5.1 Actions de renforcement de capacité de résistance d'acteurs externes au réseau	*39.130,42*					*39.130,42*	
	2.3.6 Des recherches actions alimentent, au niveau national, la réflexion autour de la lutte contre la corruption dans les services publics	*25.878,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*25.878,00*
	2.3.6.1 Recherche étude et capitalisation	*25.878,00*						*25.878,00*
	2.4. Monitoring et évaluation	*29.900,00*	*10.617,14*	*9.375,14*	*2.079,46*	*1.767,36*	*3.648,23*	*2.412,67*

3.	Personnel	295.190,00	104.818,51	92.556,77	20.529,59	17.448,44	36.017,41	23.819,28
	3.1 Local	115.700,00	41.083,71	36.277,71	8.046,59	6.838,93	14.117,06	9.335,99
	3.1.1 Personnel technique	*52.800,00*	*18.748,65*	*16.555,47*	*3.672,08*	*3.120,36*	*6.442,36*	*4.260,50*
	3.1.2 Personnel support	*62.900,00*	*22.335,05*	*19.722,23*	*4.374,51*	*3.717,57*	*7.674,70*	*5.075,49*
	3.3 Coopérants Art 5.2	*168.365,00*	*60.139,53*	*53.104,36*	*11.778,84*	*10.011,03*	*20.664,35*	*13.666,29*
	3.3.1 Personnel cadre	*168.365,00*	*60.139,53*	*53.104,36*	*11.778,84*	*10.011,03*	*20.664,35*	*13.666,29*
	3.5 Personnel Siège affecté à l'action	10.125,00	3.595,27	3.174,69	704,16	598,48	1.235,39	817,00
	3.5.1 Personnel cadre	*10.125,00*	*3.595,27*	*3.174,69*	*704,16*	*598,48*	*1.235,39*	*817,00*
Coûts de gestion		**85.508,00**						
1.	Investissements	0,00						
2.	Fonctionnement	43.178,00						
	2.1. Coûts des véhicules							
	2.2. Coûts des bureaux (charges locatives, fournitures, maintenance, etc.)	26.078,00						
	2.3. Coûts de gestion liés aux activités (évaluation, audit, etc.)	12.400,00						
	2.4. Frais de mission	4.700,00						
3.	Personnel	42.330,00						
	3.1 Local	0,00						
	3.3 Coopérants Art 5.2	23.955,00						
	3.3.1 Personnel cadre	*23.955,00*						
	3.5 Personnel Siège affecté à l'action	18.375,00						
	3.5.1 Personnel cadre	*18.375,00*						
Coûts directs (coûts de gestion + coûts opérationnels)		**841.121,50**						
Coûts indirects		**58.878,50**						
Subside DGD		**900.000,00**						
Apport ONG		0,00						

Annexes : Statuts de l'organisation et copies du dernier rapport des comptes financiers annuels et du dernier rapport d'audit